LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

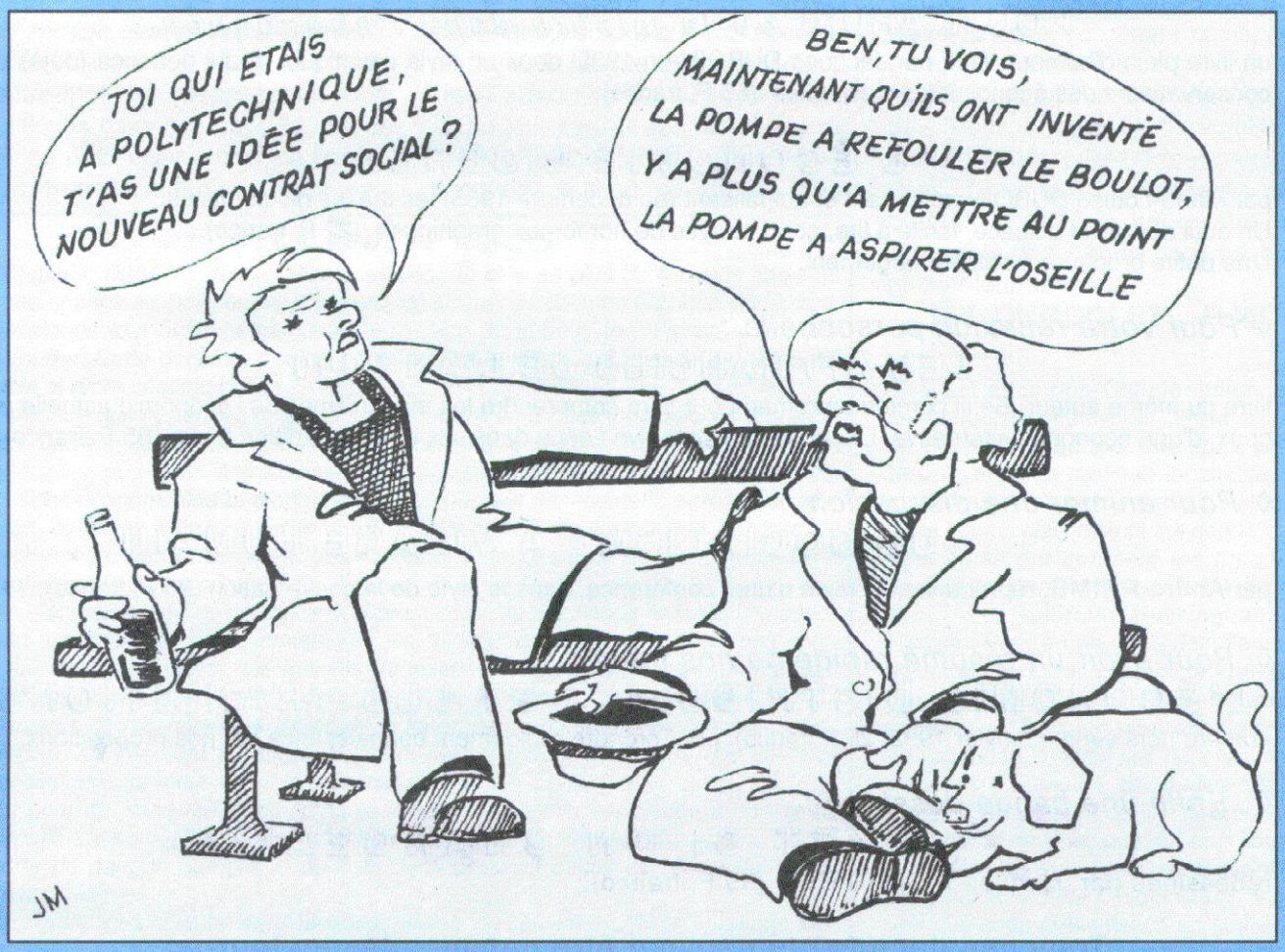
Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

M-L Duboin et J-P Mon s'inquiètent des conséquence que peut avoir le terrorisme de la "pensée unique".

A.Prime et D.Kessous commentent les affirmations propagées par la presse.

Tout le monde ne les suit pas, comme le prouvent les conférences de P.Viveret et R.Petrella.

Par contre, les affirmations de Guy Sorman sont vivement contestées par **C.Robin**.



M 1669 - 941 - 13,00 F

N°941 - février 1995

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

TÉLÉPHONE
les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures,
(16) 1 30 71 58 04

La presse classique ne propose rien.
Pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

KOU, L'AHURI ***ou la misère dans l'abondance***

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

par André PRIME, reproduisant le texte d'une conférence, dans le style de la conversation (20 F, franco).

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◊ *Enfin une bande dessinée :*

«ET SI ON CHANGEAIT?»

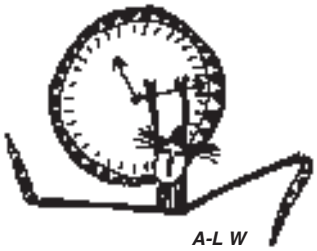
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.

éditorial



Arbeit macht frei !

L'horreur des camps nazis, cinquante ans après leur libération, soulève une question lancinante : comment un être humain se transforme-t-il en un immonde bourreau de ses semblables ? L'humanité est-elle capable, en temps de guerre ou de grise grave (comme celle que nous vivons par exemple) de perdre à ce point la raison ? Par quels processus la conscience collective se dégrade-t-elle ?

"Le travail rend libre" ! Cette phrase qui accueillait les déportés à l'entrée des camps de concentration semble être en train de devenir, inconsciemment sans doute, le maître-mot des responsables économiques dans nos pays en mal de recette pour venir à bout de l'exclusion. Pour la majorité d'entre eux, en effet, seul un travail, quel qu'il soit, peut permettre l'intégration des exclus de la société d'abondance. Mais… le travail est devenu une denrée rare et le restera tant qu'on n'aura pas adopté une autre organisation de la société.

N'est-ce pas plutôt l'absence de revenu décent qui exclut ?

Et c'est justement sur le montant des salaires des travailleurs que veulent agir (à la baisse, évidemment) les *play-boys* de l'économie, tels Guy Sorman ou Alain Minc, qui ont la main sur les médias ! Malheur à ceux qui tentent de les contredire, ils sont aussitôt accusés de parler la langue de bois ou de ne rien "savoir". Les experts ayant lâché leur verdict, les fantassins de l'information n'ont plus qu'à répandre leur bonne parole. Ainsi s'instaure le terrorisme de la **pensée unique**, que décrit si bien Ignacio Ramonet dans *le Monde Diplomatique* de janvier (nous en citons quelques extraits dans l'encadré ci-contre). Et le comble est que même ce journal, qui est certainement le plus courageux des journaux à grand tirage, n'a pas la force de franchir le pas[1].On peut donc craindre que ce "terrorisme de la pensée unique" ne nous conduise au **totalitarisme capitaliste**, avec camps de travail obligatoire déguisés en entreprises de réinsertion. Souvenons-nous qu'il n'y avait pas d'exclus dans les camps nazis, car ceux qui n'avaient plus la force de travailler passaient à la chambre à gaz. Pour le moment, les sociétés industrialisées laissent leurs exclus dans la rue. Mais ne vont-elles pas bientôt chercher à les dissimuler aux yeux des nantis pour ne pas gâcher leur bonheur ?

M-L DUBOIN ET J-P MON

La pensée unique

«Englués. Dans les démocraties actuelles, de plus en plus de citoyens libres se sentent englués, poissés par une sorte de visqueuse doctrine qui, insensiblement, enveloppe tout raisonnement rebelle, l'inhibe, le trouble, le paralyse et finit par l'étouffer. Cette doctrine, c'est la pensée unique, la seule autorisée par une invisible et omniprésente police de l'opinion…

Qu'est-ce que la pensée unique ? La traduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces économiques, celles, en particulier, du capital international… Ses sources principales sont les grandes institutions économiques et monétaires… qui, par leur financement, enrôlent au service de leurs idées, à travers toute la planète, de nombreux centres de recherches, des universités, des fondations, lesquels, à leur tour, affinent et répandent la bonne parole.

Ce discours anonyme est repris et reproduit par les principaux organes d'information économique, et notamment par les "bibles" des investisseurs et des boursiers. Un peu partout, des facultés de sciences économiques, des journalistes, des essayistes, des hommes politiques enfin, reprennent les principaux commandements de ces nouvelles tables de la loi et, par le relais des grands médias de masse, les répètent à satiété. Sachant pertinemment que, dans nos sociétés médiatiques, répétition vaut démonstration.

Au nom du "réalisme et du "pragmatisme"…l'économie est placée au poste de commandement. Une économie débarrassée, il va de soi, de l'obstacle du social, sorte de gangue pathétique dont la lourdeur serait cause de régression et de crise…

La répétition constante, dans tous les médias, de ce catéchisme par presque tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, lui confère une telle force d'intimidation qu'elle étouffe toute tentative de réflexion libre, et rend fort difficile la résistance contre ce nouvel obscurantisme…»

(extraits de l'éditorial d'I.Ramonet, dans Le Monde Diplomatique de janvier 1995)

———

1- C'est ainsi que Claude Julien, en septembre dernier, titrait **"Pour sortir de l'impasse libérale, une autre politique"**, mais se montrait incapable de dire laquelle. Il se contentait de citer *«des esprits clairvoyants qui depuis des décennies ont contesté les théories encore largement acceptées aujourd'hui »* : Galbraith, Buckingham et Hansen. Pire, à une lettre dont l'auteur s'étonnait qu'il n'ait pas cité le Français Jacques Duboin, il répondit qu'il connaissait J.Duboin pour ses théories de l'abondance, mais pas pour ses propositions d'économie distributive ! Il lui aurait pourtant suffi de lire la brochure *Garantir le revenu*, publiée par *Transversales*, en mai 1992, et présentée alors par *le Monde Diplomatique*. Il est vrai que cette présentation en analysait pratiquement tout… sauf le chapitre consacré à l'économie distributive. Ainsi, même dans ce journal, une véritable censure s'est établie, consciente ou pas !

CHIFFRES ÉLOQUENTS

D'après le *Rapport mondial sur le développement humain* 1994 du PNUD, 20 % de la population du monde contrôle 84,7 % du PNB et 84,2 % des échanges mondiaux et jouit de revenus 60 fois plus élevés que les 20 % les plus pauvres, qui ne contrôlent que 1,4 % du PNB mondial et 0,4 % du commerce mondial.

Même les pays les plus riches voient leurs problèmes sociaux empirer et comptent aujourd'hui quelque 40 millions de pauvres, 20 millions de chômeurs et 3 millions de sans-abri.

(Envoi de Renée Marchand)

* * *

OSONS LA TRANSFORMATION

«*La réduction du temps de travail peut-elle constituer la bouffée d'oxygène espérée en matière d'emploi ? Ça me paraît une mesure d'une efficacité certaine pour accroître et développer le nombre de demandeurs d'emploi… C'est une idée théorique, abstraite et complètement absurde… Il faut soutenir les gens qui agissent selon la morale chrétienne et condamner ceux qui, en revanche, ne font pas leur métier.* »

(Extraits d'une interview de Jacques Calvet parue sous ce titre dans l'Indépendant de Perpignan)

Calvet parle d'oser la transformation alors que son article sent la naphtaline, avec des propos du XIXème siècle. Autre incohérence : les paroles de l'Évangile sont quantité négligeable, par contre la morale chrétienne se satisferait des "*responsables"* du monde moderne et de leurs acquis : exclusion, chômage, spéculation, terrorisme immobilier, etc.… Oui la transformation est nécessaire, elle exige la refonte de tous les Calvet.

(envoi de R.C., Narbonne)

* * *

ON EN PARLE PEU…

Et pour cause ! Entendu récemment à la radio : le nombre de suicides en France, et notamment de jeunes, équivaut au nombre de tués sur la route.

* * *

IMMONDE LIBÉRALISME

Lors d'un reportage sur Notre-Dame de Paris, le 17 décembre sur TF1, un prêtre attaché à la cathédrale, interrogé sur les recettes, répondit que la vente de cierges et objets pieux en constituait l'essentiel. Puis il ajouta avec un regard qui en disait long sur son jugement personnel :«*Une firme automobile japonaise nous a proposé cinq millions pour exposer ses voitures dans la cathédrale*». Bien entendu, ce fut refusé.

Mais cette demande montre à quel point pour "*faire du fric*", la "*respectable*" société des riches qui gouvernent le monde est moralement immonde.

Toujours "*pour le fric* " : Sur M6, le 8-1-95, un reportage terrifiant sur "l*es voleurs d'yeux* ": *Demain les pays riches verront-ils avec les yeux des pauvres ?* En poussant le raisonnement un peu plus loin, c'est la question qu'on se pose après la vision de ce reportage glaçant. À la suite d'une longue et difficile enquête, grâce à des subterfuges (caméras cachées, faux dossier médical…) Marie-Monique Robin montre qu'un trafic de cornées est parfaitement implanté en Argentine et en Colombie. Toute une mafia tuerait ou kidnapperait des handicapés, des enfants et des gens pauvres, dans le seul but de leur arracher les yeux ou d'autres organes comme les reins. À 35.000 francs la paire d'yeux, le commerce est lucratif. Bogota, hasard étrange, est considérée comme une capitale mondiale de l'ophtalmologie. Et les mêmes qui énucléent les enfants se paieraient le culot de subventionner un hôpital pour aveugles. Comme un blanchiment tranquille pour consciences sales ! Et ceux qui veulent dénoncer cette barbarie immonde sont victimes de pressions intenses ou d'attentats. Quand, à la fin du reportage, on arrive chez un ophtalmologiste parisien, parfaitement au courant du trafic, l'écœurement est à son comble. Longtemps après, on reste hanté par ces orbites vides en ayant l'impression d'avoir touché, une fois encore, le fond de la bête humaine.

Ces trafics d'organes, et pas seulement des yeux, avaient déjà été dénoncés dans un article très documenté du *Monde Diplomatique*, il y a deux ou trois ans. Et le Pr. Schwartzenberg a repris, il y a quelque temps, cette accusation, mais ces monstruosités dénoncées eurent peu d'échos. Évidemment, le Paris-Dakar, c'est plus passionnant.

* * *

TCHÉTCHÉNIE

Alors que Boris Eltsine, nouveau *maître* de la Russie, préparait, avec le soutien occulte des Occidentaux et notamment des Américains, l'éclatement de l'URSS et la chute de Gorbatchev, la Grande Relève de janvier 92 prophétisait sans peine : «*A peine en place, avec des pouvoirs quasi dictatoriaux, Eltsine, le dissident d'URSS, s'est trouvé confronté à une tentative de dissidence au sein de la Russie, celle des Tchétchènes, qui menaçaient - rien que cela - de s'en prendre aux centrales atomiques.*

Qui avait entendu parler de la Tchétchéno-Ingoutchie, 1.200.000 habitants, république autonome (RSSA : république socialiste soviétique autonome), comme 16 autres de la Russie (RSFSR) ? Car si l'URSS se compose de 15 républiques, à son tour la Russie comprend : 16 RSSA, 5 régions autonomes, 6 territoires, 49 régions, 10 districts autonomes. Pas moins ! Vous l'avez compris : Boris Eltsine, apprenti sorcier, n'est pas au bout de ses peines en ce qui concerne les tentations et tentatives de dissidence des composants de la Russie»..

perles récoltées par André Prime.

Belles perspectives !

1. Monde : "Les vingt merveilleuses"

Après *les trente glorieuses* (en gros 1945-75) voici venir, à l'aube de 1995, *les vingt merveilleuses.* Après vingt ans de crise, aujourd'hui l'euphorie est générale, du magazine américain *Business Week* (les numéros des 12 et 19 décembre ont, paraît-il, fait *une présentation euphorique du capitalisme du XXIème siècle*) à l'INSEE qui, dans sa note de conjoncture du 15 décembre, parle du *cercle vertueux* en train de se mettre en place : la consommation des ménages sera stimulée, d'après *Le Monde*, «*non par les augmentations de salaires qui nuiraient à la compétitivité de nos entreprises, mais bel et bien par un gonflement de la masse des revenus distribués. La production nationale serait tirée par la consommation des ménages qui augmenterait de 3% l'an*».

On aimerait comprendre. Avec plus d'impôts, plus de chômeurs et d'exclus, un pouvoir d'achat global, on vient de l'annoncer officiellement, qui n'a augmenté que de 0,4% en 94 contre 0,9 en 93, on voit mal comment la consommation intérieure pourrait croître de 3%, sauf à "*taper*" dans l'épargne.

L'INSEE et les experts se sont si souvent trompés ! Mais ne boudons pas "*leur"* plaisir.

Les raisons de ces *vingt merveilleuses* attendues ? La croissance tourne autour de 4% dans les pays anglo-saxons (États-Unis et Royaume-Uni notamment). Elle est «*bien installée en Europe de l'Ouest, touche aussi la plupart des pays en développement et gagne progressivement l'Europe orientale. Même l'Afrique subsaharienne devrait renouer avec la croissance*». Cette croissance devrait être *forte, saine, durable*, pour trois raisons : la globalisation de l'économie mondiale (progression en volume du commerce mondial en 1994 : 8,2%) ; la victoire de l'économie de marché et sa généralisation dans le monde qui *dope les économies nationales* ; l'introduction de technologies nouvelles *qui permet des gains de productivité importants*.

L'euphorie de ces mêmes experts est quelque peu tempérée, pour trois raisons également : les risques de déséquilibres financiers dont l'épicentre se situe à Wall Street ; les graves (sic) déséquilibres sociaux, la progression insupportable des inégalités que génère l'économie de marché (tiens, tiens !) ; l'instabilité politique de certains pays, notamment la Russie.

Mais, à part cela, les Français seraient en retard d'un *émerveillement* : ils continuent à parler de crise économique «*Ils n'ont pas encore compris que le monde était entré dans une nouvelle phase de son cycle économique, celle d'une expansion longue.*» Obtus que nous sommes !

Réjouissez-vous, bonnes gens : la France est "*globalement riche*". La loi du marché a des effets *"globalement positifs*". Mettez-vous bien ça dans la tête ! Les-laissés-pour-compte, ceux qui par millions, par milliards dans le monde, n'ont pas de raisons d'être euphoriques, à l'instar des experts, apprécieront.

2. France : Les dés sont-ils jetés ?

Voilà, c'est fait : Delors a jeté l'éponge. La gauche est orpheline de son vainqueur potentiel. Sincère sans doute, mais assez modérément de gauche. Nombreux sont ceux qui, reconnaissant son honnêteté de ne pas *y aller*, alors que les ambitions débridées nous donnent un triste spectacle depuis des mois, lui ont reproché un certain manque de courage face à la gravité de la situation. Delors pouvait en effet tenter l'expérience : élu Président, il dissolvait la Chambre et précisait clairement que, s'il était dans l'impossibilité d'appliquer son programme, il renoncerait à son mandat. Ainsi, le peuple de gauche avait une petite chance d'échapper à la dure loi de la droite dès qu'elle aura la durée pour elle.

Balladur, qu'il ait en face de lui au second tour un socialiste ou Chirac, a, hélas, les meilleures chances de vaincre. C'est l'homme le plus dangereux pour rogner les avantages des plus démunis et favoriser les riches. Contrairement à de Gaulle, Balladur pense que la politique de la France se fait, en partie du moins, *à la corbeille*. En plaçant ses amis à tous les postes-clés de l'économie et de la finance, il verrouille la vie politique. On peut croire Chirac, pourtant orfèvre en la matière, lorsqu'il dit : «*La bande qui l'entoure* (Balladur) *veut tout le pouvoir. S'ils s'en emparent, ils vont tout régenter. A côté de ce qu'ils préparent, l'État UDR, c'était de la rigolade*».

La perspective présidentielle l'a fait depuis 18 mois reculer sur de nombreux points : loi Falloux, CIP, Air France… On a vu la bataille de chiffonniers, c'est le cas de le dire, «*bataille à coups de pauvres*» (J. Poperen) lors de l'occupation d'un immeuble de la Cogédim, rue du Dragon. Plus social que moi, tu meurs ! Ne nous y trompons pas. Si Balladur est élu, et Chirac ne vaudrait guère mieux, il s'attaquera méthodiquement aux conquêtes sociales, fera payer par la CSG et autres impôts, les nouveaux cadeaux faits aux entreprises (au nom de la nécessaire compétitivité, bien sûr !), freinera au maximum les salaires (il vient déjà de le faire. Que sera-ce une fois élu ?), les retraites ; il réduira à 3% le rapport des placements à la Caisse d'épargne, etc.… Et il profitera de l'amnistie présidentielle pour laver tous ses ministres ou chefs d'entreprise actuellement poursuivis. La Générale et la Lyonnaise des Eaux continueront d'étendre sur les communes leur monopole et leurs prix ! Beaucoup, parmi les quelque 65% de Français qui lui font confiance aujourd'hui, tomberont de haut.

Trop tard. Avec la droite, il faut s'attendre à la politique la plus conservatrice, la plus réactionnaire. Balladur parle sans cesse de

réformes alors qu'il est le roi de l'immobilisme, du moins avec ceux qui sont taillables et corvéables à merci. Leitmotiv trompeur de Balladur : «*Nous avons déjà fait beaucoup*».
Deux exemples éloquents :
- la dette de l'État : en deux ans, elle a augmenté de 600 milliards, pour atteindre 3.000 milliards, et ce, malgré les 100 milliards de recettes des privatisations. Avec l'augmentation des *plans sociaux*, des CES (pas de cotisations), les déficits cumulés de la Sécu 94/95 vont dépasser 120 milliards, trou bien supérieur à celui laissé par les socialistes tant vilipendés, et ce, malgré une augmentation de la CSG de 1,3%. Cela n'empêche nullement le factotum de Balladur, Nicolas Sarkozy, d'affirmer que les dépenses publiques sont maîtrisées et réduits les déficits de l'État.
- autre exemple : Balladur avait affirmé que la prime à l'embauche destinée à remplacer le CIP allait créer 500.000 emplois. Pas moins ! Cinq mois plus tard, les chiffres officiels font état de 16.000 créations d'emplois. Et attendons les résultats de la vantardise Giraud-Balladur : 200.000 chômeurs en moins en 1995 et pendant cinq ans. A moins de triturer les statistiques, on n'en prend pas le chemin !
Voilà le genre de réformes à l'adresse du bon peuple. Celles qui intéressent les privilèges seront tout autres et si possible discrètes.
Un espoir, celui qu'aurait formulé Mitterrand après avoir enregistré son message du nouvel an : «*Le prochain affrontement aura lieu sur le terrain social. Balladur à ma place, ce sera un formidable encouragement à la révolte.* »
En attendant, les socialistes doivent se battre jusqu'au bout, avec leurs *alliés* périphériques, pour tenter de barrer la route à une régression socio-économique programmée. Et s'ils sont contraints à une *cure d'opposition* qu'au moins celle-ci soit enfin salutaire. Les distributistes devront s'organiser pour que leurs thèses aident à fonder le socialisme du XXI ème siècle, car le *capitalisme triomphant* et ses *vingt merveilleuses* à venir, pour nous, c'est ça l'Utopie ! **A.PRIME**

PLAIDOYER POUR UNE RÉVOLUTION
de Roger-Louis Junod

naît du constat que l'abondance des biens et des services produits grâce aux progrès des technologies dans les pays développés (réalisation de l'espoir millénaire des sociétés humaines qui n'ont connu que la rareté depuis les temps préhistoriques jusqu'au milieu du XXème siècle) s'accompagne d'une misère incarnée, pour d'innombrables citoyens, dans le chômage et l'absence des ressources indispensables à l'existence.
Cette situation paradoxale de ***misère dans l'abondance*** *inquiète les hommes et les partis politiques sans leur inspirer la moindre amorce de solutions, hormis le recours aux* ***"petits boulots"****. Or, dès les années 30, l'économiste français Jacques Duboin a élaboré le modèle d'un régime fondé sur la répartition équitable des biens et services dus au travail d'un petit nombre d'hommes, assistés par les machines.*
Il s'agit du ***"distributisme".***
Roger-Louis Junod décrit ce type nouveau de société, exhortant les socialistes et ***"progressistes"*** *du monde entier à provoquer l'avènement du régime distributiste là où ils exercent le pouvoir ou contribuent à l'influencer.*

Distribué en France par la librairie de *l'Age d'Homme*,
5, rue Féron 75006 Paris.
32 pages, 32 F.

c o n f é r e n c e

lundi 20 février, à 19 h **30**
10-12, rue des Fossés Saint Jacques 75005 PARIS

La théorie générale de l'évolution
et les mutations présentes
par **DJÉMIL KESSOUS**
auteur de ***La théorie générale de l'évolution***
publié dans la collection conscience
des éditions l'Harmattan,
5-7, rue de l'école Polytechnique, 75015 PARIS

D e v i n e t t e :
Qui a écrit : «*Les forces qui créent les richesses sont à deux doigts de céder au découragement… Or quand le peuple perd l'espoir, sa colère finit toujours par s'exprimer… Nous sommes à la merci d'une explosion sociale qui peut intervenir sans délai* »?
Laguiller, Hue, Emmanuelli ?… Réponse plus loin dans ce numéro.

ACTUALITÉ ***... et Djémil Kessous, dans une revue de presse, montre comment l'opinion évolue :***

La crise finale ?

Depuis 1974, nous connaissons une crise économique ininterrompue et qui a connu une nette aggravation au début des années 90 avec l'essoufflement de la consommation dans les pays développés. A cet égard, un rapide examen de quelques pages du *Monde*, journal exprimant fidèlement l'état d'esprit d'une large frange de l'opinion, bien qu'il soit assez éloigné des préoccupations des déshérités, nous est très instructif.

C'est dans ce quotidien en effet, les 29-30 décembre 1991, au moment même où l'Empire soviétique s'effondrait, que Françoise Vaysse a lancé un cri d'alarme : «***La dérobade du consommateur*** » titrait son article : «*Éclectique dans ses choix, inquiet, exigeant, il déconcerte les professionnels. La surconsommation est remise en cause*» annonçait-elle. Puis, elle posait un problème fondamental : «*La grande question est de savoir si ce comportement est conjoncturel ou structurel.* » Néanmoins, à cette époque la seule évocation que ce changement pourrait correspondre à quelque chose de profond déclenchait l'irritation des experts de l'INSEE. P.L'hardy, l'un de ceux-ci, interrogé, répondait alors : «*Il n'y a pas de raison aujour-d'hui de penser que le plat actuel se prolongera* ».

Pourtant, dès la rentrée 92, il a fallu se rendre à l'évidence. «***La gueule de bois des pays riches*** » : tel est le titre d'une étude d'É.Izraelewicz publiée en première de couverture le 4-9-1992, dans le quotidien du soir. « *Stagnation aux États-Unis et au Canada, récession persistante en Grande-Bretagne et menaçante au Japon et en Allemagne, net ralentissement des affaires en Europe ; n'y a-t-il pas là les germes d'un cycle déflationniste cumulatif, les difficultés de l'un venant aggraver celles de l'autre ?* » demandait alors l'auteur.

Il ne s'est même pas écoulé un an avant qu'une nouvelle étude de F. Vaysse consacrée au comportement d'achat des Français ne confirme les interrogations angoissées de son collègue : « ***La consommation, ressort cassé ?*** » titrait-elle le 13 juillet 1993. Son sous-titre nous informait que « *La consommation globale ne recule pas, (ou pas encore ?) elle stagne avec des effondrements sur tel ou tel produit. Mais le comportement des consommateurs, c'est sûr, a changé.* » Deux mois après, dans son supplément économique du 28-9-1993, *Le Monde* consacrait un dossier complet à ce problème : «***La grande consommation face à la crise.*** » Dans celui-ci, deux grands patrons français : A.Riboud (BSN) et M.-E.Leclerc confrontaient leurs avis respectifs sur la conduite à tenir face à ce phénomène. Bref, l'atmosphère de cette rentrée 1993 était au plus noir pessimisme ; tous ceux qui avaient vécu durant plusieurs décennies des bienfaits de cette société de consommation, sans trop se préoccuper de ses effets pervers, commençaient à avoir le cœur serré.

Pourtant, à la fin de l'année 93, une lueur d'espoir se laissa deviner : la reprise américaine se manifestait. *Le Monde* y consacra son éditorial du 2-12-1993 : «*La reprise va donc durer. Wall Street y croit dur comme fer et, pour la troisième année consécutive, vient de pulvériser ses records de hausse. Et l'on découvre maintenant, tous calculs refaits, que, contrairement, à ce qui avait été dit, cette reprise, aux États-Unis, crée autant d'emplois que par le passé. Un volume croissant de salaires va être distribué par l'économie : le cercle vertueux est en place .*»

Hélas ! Quelques jours à peine après cette date, le 14 décembre, C. Chain, responsable des études de marché chez Nielsen, la première société mondiale d'études de marketing, rappelait abruptement la réalité : ***Il y a une cassure irréversible dans le comportement du consommateur*** déclarait-il à F. Vaysse. Il semble, décidément, que l'économie capitaliste ait un comportement ressemblant fort à celui de ceux qui la soutiennent : elle est cyclothymique. Mais ne serait-ce pas plutôt le contraire ? En fait, tous ceux qui ont partie liée à ce système sont très sensibles à ses moindres variations.

Le consommateur se dégèle déclarait triomphalement F. Vaysse dans un nouvel article paru le 12 -4-1994 en révisant son pessimisme passé : «*De nombreux indices montrent que le point bas de la consommation a été dépassé. Mais le redémarrage est lent, irrégulier, incertain. Les distributeurs doivent s'adapter à des comportements profondément transformés*».

Malheureusement, en cette triste fin d'année 94, elle a dû, encore une fois, revoir son point de vue : «***Noël sans les paillettes*** » titrait-elle le 13 décembre. «*La reprise des ventes n'a pas eu lieu* déplorait-elle. *Après les espoirs de l'été, l'automne a été mauvais et les fêtes de fin d'année, comme en 1993, s'annoncent mal pour la distribution.* » Dans son article, elle faisait état des propos de P.Vindry, le patron de France Printemps, amèrement déçu par les opérations promotionnelles : « *Les huit jours en or qui durent trois semaines, ce n'est plus supportable.*» Deux grandes questions concluaient cet article : «*Quand la consommation repartira-t-elle ? Et lorsqu'elle le fera, tout redeviendra-t-il comme avant ?* »

Enfin,pour ne pas achever cette revue de presse sur une note triste, mentionnons cette étude optimiste d'É. Izraekewicz, parue quatre jours à peine après l'article pré-cité de sa collègue ; elle est intitulée : «***Les vingt merveilleuses*** »... Ni plus, ni moins ! «*Après les "trente glorieuses" (1945-1973), et les "vingt calamiteuses" (1973-1991), l'économie mondiale serait-elle entrée, enfin, dans une phase nouvelle, celle des "années heureuses", celle d'une croissance soutenue, sans inflation et créatrice d'emplois, celle surtout, d'une expansion longue ?* » suggère l'auteur, sans rire. Nous pouvons essayer de tirer certaines leçons de cette étude. En premier lieu, il semble que le système libéral ne s'est jamais aussi bien porté que lorsqu'il a dû affronter l'adversité. Durant les *trente glorieuses* de l'après-guerre, le libéralisme a dû lutter pour imposer sa loi : en Europe de l'Est, en Asie, sur tous les continents, sa progression était freinée, ses lois étaient contestées... Partout, au bout du compte, il a vaincu. Même quand il semblait avoir été tenu en échec militairement ; les régimes ont implosé ou se sont transformés. Or, paradoxalement, cela semble s'être vraiment gâté pour ce système depuis qu'il a détruit toutes les barrières qui entravaient sa progression. Depuis qu'en 1989, l'ensemble des régimes des Pays de l'Est s'est effondré comme un château de cartes et que l'URSS a suivi le même chemin en 1991, que la planète entière ne jure plus que par les sacro-saintes lois du

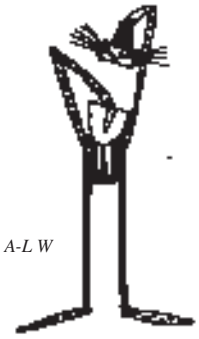
profit capitaliste, cela va de mal en pis, malgré la satisfaction affichée des tenants du système.
Enfin, et surtout, il apparaît que le moteur fondamental du capitalisme et de cette Révolution industrielle dont il est l'émanation, c'est la création incessante, au moyen de l'innovation, de besoins nouveaux. Durant les cinquante années, glorieuses ou calamiteuses, qui suivirent la guerre, le système n'a pu tourner correctement, encore plus que jamais, qu'en inventant des besoins nouveaux et en les solvabilisant : besoins d'une minorité de consommateurs en réfrigérateurs, voitures automobiles de plus en plus performantes, autoroutes, postes de radio à transistors, machines à laver, téléviseurs noir et blanc puis en couleur, lecteurs de cassettes, avions, chaînes haute fidélité, fours micro-ondes, magnétoscopes, camescopes, lecteurs laser, micro-ordinateurs, véhicules tout-terrain, et gadgets divers… L'immense infrastructure du système, cet énorme complexe militaro-industriel planétaire avec son prodigieux réseau logistique, n'a pu croître et se développer que grâce à ces besoins directs ou indirects, réels ou pervers, qu'il a dû solvabiliser. Or cette solvabilisation, la création de la monnaie, obéit aux mêmes règles que celle des marchandises : dans le système capitaliste, elle ne peut être trop abondante, sinon son cours chute, ni trop rare car alors les affaires ne marchent pas. Elle est directement liée, elle aussi, à ces mêmes besoins. Or ceux-ci sont saturés… Cette saturation a pour conséquence directe l'essoufflement de la croissance, tant pour la production des marchandises que pour celle des masses monétaires : la déflation menace, les effets pervers prolifèrent. Telle est l'explication profonde de la crise actuelle… le moteur de la Révolution industrielle est bel et bien usé, exténué.
Nous avons tout lieu de nous en réjouir. Durant sa croissance bicentenaire, le capitalisme n'a cessé de créer des conflits et de les entretenir. Tous les fascismes et intégrismes apparaissent comme de simples épiphénomènes du libéralisme…Demain, c'est tout l'ensemble de l'humanité qui pourra enfin jouir de ce patrimoine immense que des générations ont accumulé… Il reste, certes, de nombreux problèmes à résoudre pour préparer cette société future, mais nous savons en tout cas qu'elle ne pourra être pire que ce vieux monde qui agonise.

DJÉMIL KESSOUS

Tout le monde ne se réfère pas à "la pensée unique".
En voici deux exemples.
D'abord celui de PATRICK VIVERET. Il a fait récemment une conférence que nous n'avons malheureusement pas eu le temps d'annoncer, mais en voici le résumé :

Guerre économique et dépression culturelle de l'Occident

Si le point aveugle de l'approche socialiste réside dans sa naïveté sur la passion de puissance, le tour de passe classique du libéralisme économique est de nous faire accepter des crises économiques comme des fatalités naturelles et de masquer le rôle décisif qu'y jouent les rapports sociaux. Sur ce point une réflexion sur la dimension émotionnelle et culturelle qui marque la crise contemporaine peut s'avérer fructueuse.
Dans un texte remarquable mais oublié - y compris des keynésiens eux-mêmes - Keynes, à la fin de l'*Essai sur la monnaie*, a écrit un chapitre intitulé *Perspectives économiques pour nos petits enfants* où il pose une question radicale et prophétique, celle de la crise des sociétés d'abondance. C'est, note-t-il, le problème de *la sortie de l'économique*, c'est-à-dire d'un lien social organisé autour de la question de la subsistance et du travail. Et il y prévoit, observant le comportement des classes oisives dans les années 30, que sans une mutation culturelle fondamentale, les sociétés d'abondance iront vers une *dépression nerveuse collective*.
Cette hypothèse nous conduit au cœur d'une question que l'on croit trop vite réglée, celle de la nature de la crise du monde contemporain occidental. Est-ce une crise économique ou est-ce, dans la logique de l'auteur de *La théorie générale*, une crise de l'économique ?
Un argument majeur plaide pour la seconde hypothèse : en moyenne les sociétés occidentales sont deux fois plus riches qu'elles ne l'étaient dans les années 60 et, depuis 1974, la richesse collective a continué de croître dans les sociétés développées. La réapparition de la misère n'est donc pas, comme on feint de le croire, le résultat d'une crise de rareté, mais le produit de la rigidité des rapports sociaux. Et ce qui est vrai de la misère interne au monde développé l'est plus encore de l'aggravation des formes du sous-développement à l'échelle mondiale.
C'est ainsi que l'hypothèse de la *dépression nerveuse collective* dans les sociétés d'abondance mérite d'être prise au sérieux. Car le passage d'un corps social organisé autour de la question de subsistance et du travail à un stade de l'au-delà de l'économique est loin d'être idyllique, tant il est vrai qu'il est plus facile de répondre au problème du comment survivre qu'à la question du pourquoi vivre. Si guerre économique il y a, c'est l'Occident développé qui l'a déclenchée et de préférence en son propre sein. L'hypothèse de la guerre n'a guère de pertinence économique mais elle remplit en revanche une fonction culturelle notoire : elle permet le passage idéologique de la notion de compétition dans la croissance à l'image de la lutte pour la survie. Elle fonde ainsi une explication à la misère, qu'elle soit celle du sous-développement interne ou externe à l'Occident. Elle détourne le problème qui naissait en 1968 et qui portait sur la réorganisation des rapports sociaux mondiaux d'une part, sur la crise du modèle de développement de l'autre, pour restaurer la logique du *struggle for life*, humus culturel favori du libéralisme économique.



Second exemple de ceux qui ne "suivent pas "aveuglément.
En octobre dernier, RICARDO PETRELLA, Directeur du programme FAST de la Commission Européenne, a tenu une conférence au Centre régional du Libre Examen de l'Université Libre de Bruxelles.
Philippe Van Damme l'a suivie pour nous et nous en fait ici la synthèse :

Une **économie pour l'être humain**

Notre société souffre d'une double myopie : le court-terme et l'anonymat.

LE COURT-TERME : à quoi sert donc l'économie de nos jours ? Uniquement à assurer la sacro-sainte *plus value*. On a fait dévier le but fondamental de l'économie au point que la seule chose qui compte actuellement est *sauver les marchés solvables* ! Il y a manifestement un décrochage entre la richesse et le travail. Le travail donne à un individu une identité, une utilité, une possibilité de produire de la richesse, et de ce fait un revenu. Mais il est clair qu'on n'a plus besoin de tout le monde : on fait dix fois plus avec dix fois moins de gens ! Toute la chaîne de production d'un article est automatisée. Le choix d'automatiser les tâches est nettement favorisé par le fait que la fiscalisation porte sur l'être humain et non sur le capital ou la machine. Pourquoi envoyer des hommes dans la mine si on peut y envoyer des robots ? Ce phénomène général est un bien pour l'humanité.

Mais l'économie ne s'occupe que des *marchés solvables* et non pas des gens : il y a détournement de la finalité de l'économie ! Jadis on allait à l'école pour apprendre à être adulte, à devenir un citoyen. Actuellement on suit les cours uniquement pour être le plus performant du point de vue des *ressources humaines*…

L'ANONYMAT : avec le système économique qui est en train de se créer, c'est la fin du contrat social explicite et tacite. Ce sont les social-démocraties d'Europe qui ont créé le système où l'on travaille pour avoir de l'argent pour vivre, pour avoir la sécurité sociale, la mutuelle, des droits dans la gestion de l'entreprise et une pension. Il y avait ainsi un équilibre entre la production et la redistribution de la richesse. *Or c'est justement cet accord sur la redistribution de la richesse qui a permis de créer une nouvelle richesse* et ceci a été une grande innovation pour l'Europe. La sécurité sociale faisant partie des moyens de redistribution des richesses, est une des plus grandes conquêtes de l'humanité. Il est faux de croire que l'idéal est de produire un gâteau, puis de le partager : il faut d'abord discuter sur le gâteau à produire, puis le produire. Avec la nouvelle conception de l'économie, on a créé à l'échelle mondiale un système où il n'y a plus de contrat entre les êtres humains. Il n'y a plus d'accord sur la redistribution des richesses et l'on ne cherche plus qu'à produire aveuglément.

La production est devenue totalement anarchique : il n'y a pas de gouvernement mondial, il n'y a pas de sécurité sociale mondiale. Seule la compétitivité, aux yeux de cette économie, a de la valeur. De quel droit les entreprises se permettent-elles de se délocaliser ?

On parle de guerre économique : il faut éliminer les concurrents, rémunérer les actionnaires. L'État ne doit surtout plus s'occuper de rien. Pire : les règles du jeu sont même *dictées* par les chefs d'entreprises aux ministres nationaux ! Les hommes d'État deviennent des pantins.

L'économie s'est mondialisée, principalement sur le plan financier. Pendant le temps de cette conférence, 1.200 milliards de dollars ont circulé. Qui les a contrôlés ? Tout le budget de l'État belge ne vaut qu'un dixième de ces 1.200 milliards de dollars ! Non seulement rien n'est prévu pour redistribuer la richesse, MAIS RIEN N'EST CONTROLÉ, sauf nos propres petits paiements.

Nous vivons actuellement des transformations "*bibliques*" de notre société : les tables de Moïse sont remplacées par les sacro-saintes règles : PRIVATISATION, DÉRÉGULATION et COMPÉTITIVITÉ. Il ne faut pas croire les économistes qui parlent de la nécessité de la stabilité monétaire: c'est un mensonge. De même les obsessions de la compétitivité et de la réduction des coûts, etc.

On produit, de nos jours, bien plus de richesse que jadis, mais aussi bien plus de pauvreté. Et combattre cette pauvreté n'est pas au programme. D'après la Banque Mondiale, le PIB du monde entier a quintuplé depuis ces trente dernières années. Mais on sait aussi que, dans ce même temps, le nombre de pauvres a augmenté de 600 millions et 1,4 milliard d'êtres humains ont moins d'un dollar par jour. Le phénomène s'est particulièrement accéléré depuis les années 80. En Grande-Bretagne, entre 1961 et 1991, 10% des personnes les plus riches ont vu leur patrimoine doubler, mais 10% des plus pauvres l'ont vu diminuer. Et ceci s'observe partout : Canada, États-Unis, etc. Aux États-Unis, le salaire moyen était plus bas en 1992 qu'en 1959. La pauvreté est donc subitement apparue dans les pays industrialisés.

1,4 milliard d'hommes n'ont pas d'eau potable dans le monde (ce qui n'empêche pas qu'on déplace des tonnes d'eau pour alimenter, aux États-Unis, les piscines de quelques privilégiés).1,7 million d'hommes n'ont pas de logis. En dix ans, le nombre de pays n'ayant pas d'autosuffisance alimentaire est passé de 15 à 102, et ce n'est pas

fini ! Tout cela est UNE HONTE POUR NOTRE ESPECE. La pauvreté augmente avec la croissance de richesse, parce qu'il n'y a rien pour redistribuer cette richesse. On se retrouve comme au XIXème siècle : il faut se battre pour que réapparaisse une régulation qui permette cette redistribution.

Il faut créer une *sécurité sociale mondiale*, un *contrat social mondial* qui passe par une ALLOCATION UNIVERSELLE GARANTIE.

Il faut aussi un contrat sur le dialogue entre les cultures. On entend dire dans les milieux qu'on prétend *autorisés* que la prochaine guerre mondiale se passera entre l'ouest et le reste : par *reste* entendez l'Islam. On nous excite contre l'islam, on parle de *clash of civilisa*tion. Quelle aberration ! Au Groupe de Lisbonne, nous prônons au contraire le dialogue des cultures.

Il faut aussi un contrat sur la démocratie. De quel droit le FMI, le GATT, etc., se permettent-ils de dicter aux gouvernements ce qu'ils doivent faire ? De quel droit décident-ils de gouverner l'économie, sans d'ailleurs en être capables ? Pourquoi la CE préconise-t-elle la séparation des banques et des États ? Il faut mettre sur pied un *système démocratique mondial*.

Il faut enfin un *contrat sur la terre*. En fait tout a été dit à Rio, après vingt ans de travaux, mais maintenant il reste à l'appliquer !

Tout ceci n'est pas utopique et peut se réaliser. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'action des 440.000 O.N.G. qui travaillent dans le monde dans un parfait désintéressement et avec un même idéal de solidarité, d'amour et de partage. Et quelle efficacité ! Voir l'exemple du *thon sans dauphin* : trois personnes seulement ont, en deux ans, réussi à sensibiliser suffisamment de monde pour que les boîtes de thon ne contiennent plus de dauphin. Pour le moment, ce n'est qu'une nébuleuse, mais elle peut petit à petit se constituer en une société civile mondiale. Il faut noter que ce ne sont ni les États, ni les syndicats qui ont pensé et voulu Rio! Cette future société civile mondiale pourrait aussi voir le jour grâce à l'appui d'une élite éclairée.

«Personne parmi ceux qui croient posséder le pouvoir n'a l'imagination du monde à venir. Même s'ils ne savent pas l'exprimer, les jeunes, les enfants attendent quelque chose, autre chose que cette croyance aveugle dans l'argent et les lois obsolètes. Il faut rendre la place au rêve. Voilà mon vœu pour le monde à venir.»

De qui est-ce ?

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

M. Allemand 70 - Mme Lahens 300 - Y. Le Troter 500 - J.M. Lempereur 100 - R. Lobjeois 70 - C. Logre 120 - P. Magre 70 - P. Moreau 70 - A. Nahoum 370 - M. Péron 70 - R. Quicroit 120 - J. Rabattu 70 - R. Saillard 70 - G. Chauvin 70 - J. Christin 50 - R. Coustillac 70 - M. Delahaye 70 - H. Druel 20 - Mme Fournier 370 - M. Fournier 170 - Mme Giat 70 - J. Gobeau 70 - Mme Grémion 70 - R. Guichon 130 - Mme Guyot Le Troter 70 - J. Valat 200 - Ch. Vieille 20 - Cl. Barre 20 - M. Bernadat 70 - H. Bévançon 370 - J. Bourdette 150 - M. Montfort 70 - M. Guillot 240.

Total 4.370 Francs

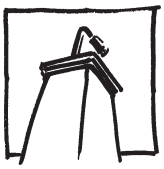
Merci à tous ! !

A NOS ABONNÉS :
Nous prenons soin d'indiquer sur chaque étiquette la date d'échéance de votre abonnement.
Merci d'en tenir compte
pour nous éviter les frais d'envoi d'une carte de rappel à chaque échéance.

Dani Térez
50, rue Principale à Schiltigheim 67300
désirerait entrer en contact avec des distributistes habitant dans la région de Strasbourg.

Réponse à la devinette de la page 6 :
En, non ! C'est Chirac dans son dernier livre *La France pour tous*. A Balladur, les beaux quartiers. A Chirac, le peuple. Attendrissant ! A.P.

Chantal Thomas
2, rue de Trignac à Saint-Nazaire
souhaiterait connaître des personnes intéressées par l'Economie distributive et habitant la région.



Et voici ceux qui colportent "la pensée unique". Le journal *Sélection du Reader's digest* a publié en décembre 94 une interview de Guy Sorman sous le titre *Chômage des jeunes, le traitement de choc*. Cet article a fait bondir un de nos lecteurs qui, révulsé, a envoyé à *Sélection* une réfutation, point par point, aux déclarations de Guy Sorman. Cette protestation est trop longue (24 pages) pour être publiée ici en entier, mais comme nous n'avons pas trop d'illusions sur la suite qu'en donnera *Sélection*, nous vous en présentons quelques extraits :

Traitements de choc à la Sorman

Les propos de Sorman ne mériteraient que le mépris s'ils n'étaient rapportés dans une publication à grande diffusion qui leur confère une certaine légitimité, d'autant plus qu'ils sont présentés comme émanant d'un *brillant analyste des systèmes économiques et politiques mondiaux*.

...Comme l'écrit J. Testard : «*Quand il est contraire à la vérité, le discours des "experts" insulte l'intelligence et s'apparente à un faux témoignage. Quand demandera-t-on des comptes à ces "spécialistes" en rappelant leurs responsabilités ?* »

...Prenons, point par point, certaines des déclarations de Sorman:

SÉLECTION : En France, 750.000 jeunes de moins de 25 ans sont sans travail, cela représente le double du taux de chômage national.

G.S. :«Les raisons du chômage des jeunes sont culturelles... jeunes peu ou pas qualifiés...»

Le taux du chômage des jeunes..., **en pourcentage**, masque, en fait, une baisse de 57.000 personnes dans le même temps ; le nombre des jeunes qui se portent sur le marché du travail diminue régulièrement parce qu'ils sont de plus en plus nombreux à poursuivre leurs études. En mars 94, les 790.000 jeunes *chômeurs* de 16 à 25 ans représentaient seulement 10% de cette population.

... Pour ce qui est de la *culture*, il faut rappeler que ce n'est pas la formation qui a le pouvoir de créer l'emploi. Ce serait même plutôt l'inverse, puisqu'un meilleur niveau de formation, et c'est son objectif, accroît les gains de productivité et contribue, de ce fait, à réduire le temps de travail nécessaire à l'exécution d'une tâche!

... Il est pour le moins malhonnête d'invoquer *le manque de formation* pour expliquer le chômage alors que plus de 60% des demandeurs d'emplois justifient d'une compétence professionnelle, et que, d'ores et déjà, près de 13% des chômeurs ont le baccalauréat.

... Remarquons aussi que la dernière augmentation importante du chômage (en 1992-93) concernait particulièrement les cadres (dont le taux de chômage a plus que doublé en dix ans), pour atteindre près de 5% de cette catégorie.

G. Sorman rapporte la visite d'un collège... où l'on formait de futures caissières. Celles-ci démontrent leur savoir-faire professionnel mais... leur accoutrement et leur attitude auraient fait fuir la clientèle.

Admettons cet exemple qui ne prouve rien. Il est de bon ton encore, dans certains milieux privilégiés... d'attribuer la responsabilité du chômage aux chômeurs eux-mêmes. Cette façon de se servir des chômeurs comme boucs émissaires présente de nombreux avantages pour les Sorman : c'est simple, ou plutôt simpliste : on a l'impression de comprendre sans effort. C'est facilement assimilable, donc imprègne durablement les esprits. Comme l'astrologie :«y a toujours quelque part quelque chose qui concorde». Enfin, c'est confortable (la bonne conscience est soulagée), démagogique, avantageux pour les néo-libéraux, ainsi exonérés de toute responsabilité, et cela permet d'espérer...

G.S. Le décalage culturel des jeunes est grand en France à cause de la proportion de déracinés liée au nombre élevé d'immigrés et à l'exode rural.

Comment alors expliquer que c'est à partir de 1974, lorsque l'exode rural et l'immigration ralentissent, que le chômage commence à accélérer ?

G.S. «La situation des jeunes est aggravée par le SMIC. En France, le ticket d'entrée sur le marché du travail reste très cher».

«Ceux qui parlent d'un SMIC trop cher devraient vivre avec pendant un an» dit simplement, à juste titre, la CFTC. Comment parler de "muraille du SMIC" comme Sorman, alors que depuis près de vingt ans de nombreux jeunes sont employés à des taux largement inférieurs au SMIC ? Et s'il résultait de "l'existence du SMIC" pourquoi le taux de chômage des jeunes augmenterait-il ?

Il serait utile de rappeler que si le salaire est un coût, il est aussi un revenu... qui solvabilise une demande d'achats de biens et services, et alimente (via les cotisations sociales, si insupportables pour Sorman) des "revenus de transfert" dont la fonction d"amortisseur de crise" n'est pas vaine. Ajoutons que le "coût du travail", en France, à productivité égale, salaire direct et charges sociales, s'établit à l'indice 88, contre un indice 100 pour la moyenne des pays de la CEE.

S'engager dans la spirale de la déflation salariale est un calcul erroné et à courte vue ; le gouvernement d'un pays doit avoir d'autres... ambitions... que de satisfaire tel ou tel intérêt particulier... On se rappelle les dizaines de milliards de francs d'aides en tout genre accordés au patronat sur la base de tonitruantes déclarations quant à la réduction du chômage qui en résulterait ! Ces milliards n'ont fait que rendre plus légères les embauches qui seraient intervenues de toute façon : les exonérations de charges sociales d'E. Cresson et M. Aubry n'ont permis qu'à 0,5% des jeunes concernés de trouver du travail... Observons d'ailleurs les pays industrialisés qui ont le moins de chômeurs et les salaires les plus élevés... →

Éroder les salaires et la protection sociale est une facilité de trésorerie… (Sorman dit qu'il ne s'agit que de *gagner trois ans*) qui ne saurait tenir lieu de projet politique et social.

G.S. : «*Les entreprises répugnent à engager (pour leurs emplois non qualifiés) un jeune non qualifié* ».
Rien à voir avec le SMIC : les plus qualifiés sont contraints d'accepter des tâches ne correspondant pas à leur niveau, d'où l'effet d'éviction au détriment des moins qualifiés.

G.S. : «*On a créé une "panoplie de sous bacs"… "2 ou 3 ans d'études universitaires… sont de fausses études* »
Quel mépris pour les jeunes et pour leurs formateurs ! Il y aurait plutôt lieu de s'alarmer à propos du cursus qui a conduit G. Sorman à tant de suffisance et de morgue !
La "logique de la distinction" consiste pour les nantis à dévaloriser ce que le grand nombre parvient à obtenir… Tel est le sort que viennent de connaître les BTS et DUT, longtemps loués pour leurs qualités professionnelles, formant de ce fait un nombre croissant de jeunes… et brutalement disqualifiés par la (dé)"raison d'État" du CIP, destiné à casser définitivement le SMIC.

G.S. : «*L'arsenal de la protection sociale a transformé le monde du travail en citadelle* ».
La protection sociale est présentée comme nocive, obstacle à l'embauche, pour vanter l'ivresse des emplois à l'américaine, déqualifiés, sous payés et sans protection sociale.…
Qu'il faut être cynique pour baptiser "citadelle" le monde du travail et prétendre «qu'on est sûr de ne jamais être payé au-dessous du SMIC» ! Au rythme de la multiplication des petits boulots, des licenciements économiques, des "CDD" (dont le nombre a plus que doublé en dix ans), des stages et contrats en tout genre, le "monde du travail" a été mis en miettes. Ses structures de représentation, les liens sociaux qu'il organisait, sont en voie de destruction.
Le "modèle américain" que colporte Sorman ce sont des emplois "créés" précaires, moins payés que le SMIC et sans sécurité sociale. L'emploi, même à plein temps, n'implique plus la sortie de la grande pauvreté ! Même en incarcérant un million de personnes dans des prisons surchargées… le véritable taux de chômage aux États-Unis est proche de 10% (cf. les études du Bureau of Labor Statistics).

Sélection : «*Faut-il copier l'apprentissage à l'allemande ?*»
G.S. :«*Le modèle allemand n'est pas importable en France … l'estime portée à l'entreprise privée ne fait pas partie de notre culture… En France, les syndicats d'enseignants ont tendance à considérer l'apprentissage en entreprise comme réactionnaire… Apprentissage rime toujours avec échec scolaire*».
Après avoir dit que «les jeunes chômeurs ont davantage besoin d'une formation culturelle que d'une formation professionnelle» ! G. Sorman n'est pas à une contradiction près. Il veut maintenant jeter les jeunes de plus en plus tôt dans un "apprentissage" étriqué, réduit à l'acquisition des seuls gestes "professionnels". La littérature, la géographie, l'histoire, l'instruction civique, voire la législation sociale n'ont, comme l'algèbre, rien à voir avec le métier. Le citoyen doit céder le pas au tâcheron. C'est la civilisation dont rêve Sorman. Ce qui ne l'empêche pas, à l'occasion, de déclarer que «chacun doit disposer d'un potentiel… pour pouvoir changer de métier et s'adapter à l'évolution des technologies». D'ailleurs le CNPF lui-même met en garde contre les formations trop spécialisées et pense qu'il est plus rentable de développer les qualités personnelles pour renforcer la capacité d'initiative, de créativité et l'implication du salarié.

G.S. :«*L'élève (en apprentissage) n'a pas le droit de participer à la production*».
Les formateurs chargés du suivi des apprentis en entreprises vont voir que Sorman, à force de vendre de l'illusion, finit pas y croire lui-même ! Les enquêtes du ministère du Travail établissent au contraire que de trop nombreux apprentis sont purement et simplement exploités, en violation de la loi.
Et pourtant, zélateur de l'apprentissage à tout va, Sorman doit reconnaître que «l'apprentissage n'est même pas un gage d'emploi : un tiers seulement de ces jeunes signent un véritable contrat de travail».

G.S. «*Pour changer cet état de choses, il faut avancer l'âge d'entrée sur le marché du travail* ».
Et retarder l'âge de la retraite ? Augmentons l'offre de main-d'œuvre sur un marché du travail qui n'en a pas besoin !

G.S. :«*L'Éducation nationale a pris le monopole de toutes les formations professionnelles proposées aux jeunes qui sortent de la filière de l'enseignement général, évinçant ainsi les entreprises*».
Quelle mauvaise foi ! Dans l'Académie de Rennes, par exemple, pour les formations professionnelles initiales exigeant le moins d'investissements (qui offrent donc la "rentabilité" la plus immédiate) le rapport entre l'Éducation nationale et le secteur privé (établissements privés confessionnels, associatifs et consulaires) atteint 1 à 10 ! Que dire de la formation professionnelle postérieure…!

G.S. :«*Il faut entreprendre des réformes de fond*».
On va voir ce qu'on va voir… Hélas, il s'agit…de « réduire les prélèvements sur les revenus »! Lesquels ?… Sorman ne le dit pas, mais il ajoute qu'il ne faut pas en attendre un effet immédiat sur l'emploi !

G.S. : «*Ces réformes de fond doivent s'accompagner d'une réforme de choc, dont les effets seraient immédiats : le devoir national de formation en entreprise. Tout demandeur d'emploi, quel que soit son âge, devrait accepter un stage de formation en entreprise, sous peine de perdre ses indemnités*».
Sélection :«*Comment financer un pareil dispositif ?*»
G.S.:«*L'État… consacre chaque année aux chômeurs plus de 300 milliards. Il suffirait de transférer cette somme aux entreprises. Pour la collectivité, l'opération serait blanche…* »
L'apothéose : le régime du stage forcé. Sorman veut nous convaincre des bienfaits du goulag… Rappelons qu'aujourd'hui, un chômeur sur deux ne perçoit pas d'indemnité et que 80% des indemnisés perçoivent moins de 6.700 F/mois. ⟶

G.Sorman ajoute que les entreprises qui accueilleraient cette main-d'œuvre servile «bénéficieraient de réductions sur leurs cotisations sociales», que la durée du stage serait de trois ans, que «la rémunération du stagiaire serait fixée (par l'entreprise) en fonction de sa participation à la production» et qu'ainsi le prestige des entreprises serait accru parce qu'elles «joueraient à fond un rôle d'entreprise citoyenne».
En somme, les salariés cotisent, les entreprises licencient, puis bénéficient du travail des licenciés et de leurs indemnités de chômage !

Sélection :«Ne croyez-vous pas qu'au bout de trois ans, les stagiaires ne se retrouvent dans la même situation?». Conclusion de G. Sorman :«Trois ans de gagné, ce ne serait pas si mal».
Quel aveu sur la portée de sa réflexion ! Le "prêt à penser totalitaire" ! S'attaquer aux fondements d'une société, détruire les solidarités, soumettre les populations à la loi d'airain du capitalisme sans frein pour… "trois ans de gagnés" !
J'espère que les habitants de ce pays sauront avoir des ambitions plus élevées. «La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation» (Keynes, 1936). Les analyses du chômage, sous-jacentes aux propos de Sorman, relèvent d'une incompréhension totale de l'évolution de nos sociétés, et des mutations technologiques esquissées dans les années 70. «Les leviers d'une émancipation collective et individuelle existent.»[1]
J'ose espérer que cette mise au point sera diffusée rapidement dans un numéro de votre revue ; cela relèverait d'une élémentaire déontologie.
On ne peut, sur des sujets aussi sensibles, colporter tant de lieux communs et d'inexactitudes, et exposer, sans vergogne, un tel tissu d'archaïsmes.

CLAUDE ROBIN

———

1.L'auteur cite ici, dans sa lettre à *Sélection,* quelques revues, dont la Grande Relève.

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D
Groupe Liègeois pour l'Economie Distributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18FB, CCP000 0660548)
et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.
L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

*

G.S.E.D.
Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"
J-C. Giroud
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

EDEN
Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

CLUB DE L'AN 2000
L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

ALTERNATIVE SYNDICALISTE
éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

GAVROCHE
Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

*

TRANSVERSALES
Sciences / Culture
21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

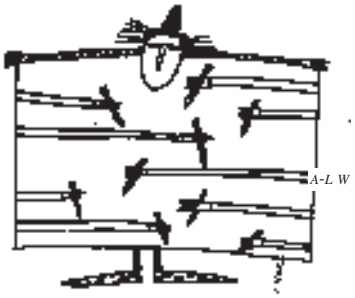
*

RÉSISTANCE
À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61, rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

*



Pourquoi ne nous comprend-on pas ?

C'est toujours avec un immense intérêt que je lis la Grande Relève, chaque mois, depuis 1948, et l'éternelle question que je me pose, comme beaucoup d'entre nous, est : comment et pourquoi nos analyses dont la justesse se voit confirmée chaque jour depuis des décennies ne se trouvent-elles pas, aujourd'hui, partagées par plus de monde ?

Il y a quelque temps, vous avez reproduit dans la G.R. une lettre de J.F. Mathieu, sur cette interrogation, et il a très bien exprimé ce que je pense depuis longtemps, à savoir que le bouleversement radical que nous proposions avec l'instauration de l'économie distributive comme seule alternative aux chaos est certainement une des principales raisons qui ont éloigné beaucoup de monde. Jacques Duboin avait raison de dire que ce choix s'imposait mais il s'est peut-être trompé sur le temps qu'il fallait pour qu'une majorité de gens réalise l'ampleur de retombées économiques de la révolution technologique qui se produisait et, alors, en rejetant cette "utopie" appelée Économie distributive ils ont tout rejeté d'un bloc et sont ainsi passés à côté, ou n'ont pas pris au sérieux nos analyses qui pouvaient leur ouvrir les yeux.

Il est indispensable, comme c'est le cas maintenant, que des solutions transitoires soient préconisées comme parcours vers l'économie distributive qui reste, bien sûr, l'aboutissement de cette formidable mutation ; si toutefois il nous est donné le temps nécessaire d'y arriver avant une catastrophe majeure.

J'adhère au mouvement "Europe 99" et à celui pour le partage du travail où je retrouve une bonne partie de nos idées.

Quels rapports avez-vous avec "les" mouvements écologiques qui ont eux aussi des analyses proches des nôtres avant de sombrer dans les calculs électoralistes. Ils pourraient représenter une excellente tribune pour les prochaines élections qui, sans cela, vont sans doute provoquer une formidable déception chez la majorité de nos concitoyens, avec toutes les conséquences qui peuvent s'ensuivre mais… excusez mon pessimisme et croyez en ma fidèle amitié.

R.B., Toulouse

Réponses : La réponse à votre première remarque est tellement bien formulée par Ignacio Ramonet dans son éditorial *du Monde Diplomatique*, *"La pensée unique"*, que nous n'avons pas résisté à l'envie d'en citer l'essentiel[1]. Nous participons aussi et le plus activement possible, au travail du mouvement "*Europe 99*", tout en déplorant que ce dernier n'ait pas le courage d'aborder les questions monétaires. La remise en cause de la création de la monnaie leur parait hors de portée alors qu'elle est le principal obstacle aux réformes qu'ils proposent.

Nous n'avons pas de collaboration suivie avec les politiciens "*écologiques*" mais nous sommes très nombreux à essayer, à titre local, voire même individuel, de leur "*ouvrir les yeux*".

* * *

La phrase citée page 6, et qu'on pourrait voir comme un rêve d'économie distributive pour le monde à venir, est de Julien Green.

Une étude intéressante, à analyser de près, nous est signalée par une toute nouvelle lectrice. Il s'agit du livre de

Tony ANDRÉANI et Marc FERAY
intitulé
DISCOURS SUR L'ÉGALITÉ PARMI LES HOMMES,

avec pour sous-titre
PENSER L'ALTERNATIVE,
aux éditions de l'Harmattan.

Vingt fois sur le métier...

Nombreux sont nos amis qui s'étonnent que les médias, les hommes politiques, les économistes, ne parlent jamais d'économie distributive. Pourquoi ne passez-vous pas à la télé, demandent-ils ?

Sans doute parce que l'économie distributive heurte trop les idées reçues et bousculerait l'ordre économique établi.

Mais aussi, hélas, parce qu'un certain nombre d'abondancistes, ou se disant tels, soulèvent par des initiatives intempestives, l'hostilité de ceux qu'ils veulent convaincre. La dernière en date est une lettre d'insultes adressée à Michel Rocard, traité toutes les deux lignes de "con ou de salaud" pour n'avoir pas instauré l'économie distributive lorsqu'il était Premier ministre.

Outre la naïveté qu'il y a à croire qu'un Premier Ministre puisse de sa seule initiative entreprendre une pareille réforme, ce n'est pas en le couvrant d'injures qu'on fera comprendre nos propositions. Bien au contraire, il ne sera plus possible désormais que qui que ce soit lui fasse entendre quoi que ce soit sur l'économie distributive.

À côté de ces excités, il y a tous ceux qui se sont façonné une économie distributive sur mesure, tout à fait personnelle, mais qui n'a que de lointains rapports avec les propositions de J.Duboin. Et ceux qui, au contraire, ne veulent pas en changer une seule virgule, alors que, lui, aurait évolué au fil des ans, et refusent tout dialogue avec ceux qui n'acceptent pas d'entrée et en bloc l'économie distributive telle qu'ils la présentent. Alors, patiemment, il faut renouer les contacts, expliquer, recommencer, discuter…Et tout cela prend du temps.

JEAN-PIERRE MON

En 1789, au début de la Révolution française, la déclaration des droits de l'homme est proclamée. De nos jours, on parle toujours d'elle, mais on oublie de préciser une chose essentielle : pour les révolutionnaires de l'époque était "homme" celui qui était propriétaire et avait fait ses preuves dans ses affaires, ne votait que celui qui avait un certain revenu. Était exclue la grande majorité de la population, c'est-à-dire selon un article de la Constituante : les femmes, les juifs, les noirs, les pauvres. Cette population était exclue parce qu'elle ne possédait rien. Aux États-Unis, à la même époque, voter était synonyme de revenu et quand la ségrégation a été abolie, certains États réactivèrent ce barrage de l'argent pour empêcher les noirs de voter. De nos jours, les conditions de la citoyenneté se sont allégées mais les principes n'ont pas changé. «La propriété seule rend les hommes capables de l'exercice des droits politiques » disait B. Constant.

La démocratie, du moins celle que l'on nous vante à longueur d'ondes et de colonnes, n'a rien à voir avec la volonté exprimée d'un peuple.

… Le lobby des marchands existe, pas celui des déshérités.

…Tous les ans à la même époque, le monde charitable se met en route :«Pensez aux pauvres, donnez à ces pauvres gens que le froid et la faim acculent à une misère insupportable », tend à devenir une obligation comme si la misère était plus supportable pendant les beaux jours. Que d'hypocrisie ! La charité est la réponse chrétienne à l'injustice sociale sans avoir à chercher à qui revient la responsabilité de cette injustice.

Le business charitable a besoin de la pauvreté pour exister. C'est comme pour les incendies de forêts, acheter des Canadairs est plus spectaculaire que faire de la prévention. «L'aumône n'est qu'un acompte versé à un créancier pour le faire patienter» disait J. Duboin.

… La bourgeoisie a accaparé le progrès technologique et a mis en place des institutions à son seul profit. La démocratie et les droits de l'homme façon bourgeoise, se vident de leur sens, face à l'exclusion de plus en plus de gens.

… Et si, suite à un ras le bol, des troubles peuvent apparaître, la réponse de la bourgeoisie est déjà prête comme l'écrivait en 1831, au moment de la révolte des Canuts à Lyon, Saint Marc de Girardin dans le Journal des débats «Quelle que soit la diversité d'opinion sur la meilleure forme de gouvernement, il n'y a qu'une voie pour le maintien de la société, c'est d'oublier les vieilles divisions politiques et faire front commun contre le prolétariat au nom des intérêts supérieurs de la société».

A cela une question s'impose, comment mobiliser les masses d'exclus et également faire prendre conscience à ceux qui profitent encore du système par leur emploi de salarié, que le navire dans lequel la société se trouve va droit à l'échouage, certainement en faisant comprendre qu'un droit essentiel de l'homme, c'est un droit à l'existence (manger à sa faim) et à une sécurité matérielle. Conditions essentielles pour permettre un épanouissement spirituel, car plus un homme est maintenu dans la précarité et l'ignorance, plus il est dominé.

J'en profite pour vous envoyer une coupure des Dernières Nouvelles d'Alsace , signée Simone Roesch :

«C'est par une répartition du travail et des richesses qu'une construction de société du temps libéré sera possible.… Nous ne pouvons plus repousser les indispensables réformes de fond, car nous sommes face à une société désarticulée. Il faudra bien lever les tabous autour de ce débat, lever le voile qui nous aveugle.». Ilest réconfortant de constater que des groupes existent pour qui la solution aux problèmes d'aujour-d'hui passe par une révolution des mentalités au sujet du travail .

J.L.R., Hombourg

* * *

J'ai envoyé une lettre au Nouvel observateur, dans laquelle j'ai emprunté les arguments et les phrases de votre journal : «Nos aïeux ne pouvaient pas imaginer que nous aurions cinq semaines de congés payés. Nos petits-enfants ne comprendront pas que nous vivions une récession en plein abondance, ne pouvant acquérir ce que nous produisions.»

S.C., Vincennes

Réponse : Attendons la réponse du *Nouvel Observateur*…

* * *

Je garde l'espoir que les thèses distributistes finissent par se révéler aussi incontournables que les limites des autres pistes se révéleront évidentes. Ceci d'autant plus que, d'après certains spécialistes, le marché mondial sera couvert à 100 % d'ici 20 à 30 ans.

…Le journal La Croix et France Inter ayant lancé une opération "propositions contre l'exclusion", j'ai produit un texte dont je vous fais part.

D.T., Schiltigheim

Voici un extrait de cette lettre, particulièrement "bien envoyée" et qui devrait susciter une réaction des organisateurs de l'opération :

La question à se poser n'est pas "Est-ce possible ?", mais bien "Le voulons-nous ?" A partir du moment où nous le voudrons vraiment, nous trouverons les moyens de rendre possible la suffisance pour tous. Personnellement, je suis prête à y travailler, car pour moi, il ne fait aucun doute que ce n'est plus en terme de relance (parfaitement hypothétique) et de croissance qu'il faut penser, mais en terme de suffisance, ce qui ne ferait, d'ailleurs, pas de mal à la planète… Nous n'osons pas parce que c'est difficile ? Ou est-ce difficile parce que nous n'osons pas ? (Sénèque).

l'économie distributive en quelques lignes :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés. Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel. Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, bref, lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut. Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1]**.**

L es transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou ***économie distributive***, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être réalisée et mise à la disposition de tous.

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange pouvoir d'achat *contre* temps de travail.

Une double réorganisation s'impose donc, celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**. D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître si besoin.

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société.

Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social". D'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte, dans une banque "nouveau régime," de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort. Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce ou d'un carnet de chèques s'il préfère, et le montant de l'achat est déduit de son compte. Rien n'est changé pour le consommateur, mais le crédit correspondant est annulé.

La monnaie distributive ne sert qu'à acheter, **elle ne circule pas**, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**.

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2]**,** des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3].

L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence,* minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté,** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Le contrat civique stimulerait l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, et surtout de faire reconnaître et valoir ses diverses activités[5], même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Simple définition de leur service social pour les uns, ou projet ambitieux de nouvelle activité pour d'autres, le contrat civique proposé par chaque citoyen (aidé au besoin) doit faire l'objet d'une publicité préalable, avant d'être présenté à des instances compétentes, au niveau adapté à l'envergure du projet (selon le principe de *subsidiarité*), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens siégeant à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera réalisée, en économie distributive, par la remise à ces instances ou Conseils Économiques, du **pouvoir de création monétaire,** privilège actuellement détenu arbitrairement par les banques.

Nous avons rédigé quelques ouvrages qui permettent d'approfondir la réflexion sur ces propositions.

M-L D.

---

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.
2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.
3. voir notre N° hors série de 1992.
4. voir notre N°901.
5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.